



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

23/07/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 289 du 23 juillet 2026

ÉDITO

Après la grève unitaire des cheminots très suivie le 10 juin, les organisations syndicales des gaziers et électriciens le 15 septembre, celles des fonctionnaires le 29 septembre appellent à des manifestations et à des grèves pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail, les statuts, les droits sociaux et les conquêtes sociales dont la mise à mal est souvent le déclencheur de toutes ces initiatives.

Ces appels dont les échos sont profonds chez les salariés traduisent le mécontentement latent qui règne chez eux du fait des attaques incessantes du patronat et du pouvoir. Depuis la lutte contre la réforme des retraites ayant mobilisé des millions de salariés, le feu ne s'est pas éteint, il couve et se rallume. La crise politique étant le reflet de la crise économique et de la difficulté pour les capitalistes de trouver une solution politique pour à la fois taper fort tout en muselant la classe ouvrière.

Tous ces appels à l'action montent et sont d'une grande importance. De notre point de vue, ils devraient fournir les bases d'une action tous ensemble et en même temps par la grève afin de bloquer le pays. Le rapport des forces est le seul langage pouvant être compris par nos ennemis de classe. Car répétons le, ni l'élection présidentielle et le choix de celle ou celui devant gérer les intérêts de la classe capitaliste qui importe. Ce qui importe, c'est la lutte de classe et son niveau en posant la questions des revendications tout de suite et de la perspective du changement de société pour en finir avec le système capitaliste prédateur de l'Homme et de la nature.

Sommaire :

Luttes

- **Le 15 septembre, action unitaire des Gaziers et Électriciens*
- **Enseignement Supérieur Recherche appel intersyndical à une mobilisation massive le 15 septembre*
- **Le Conseil de Prud'hommes annule les sanctions prononcées par Fleury Michon contre 7 salariés pour avoir exercé leur droit de grève !*
- **Grève et occupation au Samu social de Paris*
- **Suite à l'attaque de la droite municipale d'Oullins-Pierre-Bénite contre la CGT, dans le bulletin municipal, l'Union Locale CGT d'Oullins a vivement réagi !*
- **Arles, Bourse du Travail : "Nous allons organiser la résistance", la CGT refuse l'expulsion et fait appel*
- **Grève chez Haribo (Marseille) : les salariés réclament des hausses de salaires*
- **Fonderie HME à Rai près de l'Aigle (Orne) : 114 suppressions d'emplois*
- **Appel pour qu'un hommage à Henri Alleg soit rendu par la ville de Palaiseau*
- **Les grévistes de Dumarey dans la Loire suspendent leur mouvement*
- **Fibre Excellence : les salariés occupent l'usine de Saint-Gaudens afin d'empêcher la liquidation*
- **Les guichetiers de la Poste en grève dans la baie de Saint-Brieuc (22)*

Dossiers ; Économie

**Errare humanum est, perseverare diabolicum*

**Non, ce ne sont pas les électriciens qui coûtent cher. Au contraire ils créent de la richesse !*

**La Chine fermement opposée à la nationalisation de British Steel*

**Collège de France : le tribunal administratif lui donne tort dans l'interdiction d'un colloque sur la Palestine*

**L'Assemblée nationale a adopté définitivement le texte de loi sur l'aide à mourir*

**Loi d'urgence agricole : un rouleau compresseur en faveur des multinationales agricoles*

**Logement et loi Jeanbrun*

**Culture la lutte pour le budget continu*

**Space X après une introduction en bourse spéculative ; une lourde rechute*

**L'abandon financier de l'État dans le rail*

**Les économies budgétaires de la Région des Pays de la Loire*

**L'équipementier Antolin supprime 35 postes dans son usine de Besançon*

**Gel des retraites Agirc-Arrco*

**Le "désengagement culturel de l'État" en Seine-Saint-Denis*

**Made in France : Reden Solar fabriquant de panneaux solaires ferme ses portes*

**Le plan de redressement de la Financière Immobilière Bordelaise est rejeté*

International ; Solidarité internationaliste

- **Les fonctionnaires irlandais se préparent à une grève*
- **Les travailleuses ASHA d'Inde réclament salaire, sécurité et reconnaissance*
- **Des chercheurs en cancérologie à Londres en grève contre des salaires de misère*
- **Les employés de Haldane-Fisher (Royaume-Uni) obtiennent un accord salarial après cinq semaines de grève*
- **Inde : Condamnation des violences policières contre des manifestants pacifiques des étudiants et des jeunes*
- **Venezuela : le PCVenezuela dénonce " l'escalade de la domination impérialiste américaine "*
- **Les confidences du PDG et fondateur d'Xpeng*

Luttes

Le 15 septembre, action unitaire des Gaziers et Électriciens

L'intersyndicale CGT, CFE-CGC, CFDT et FO appelle les gaziers et électriciens à se mobiliser et à faire grève le 15 septembre. Dans leur communiqué commun¹, ils soulignent la nécessité d'une riposte forte face à l'attaque du gouvernement contre les droits sociaux des gaziers et électriciens (*vide infra* l'article : "Non, ce ne sont pas les électriciens qui coûtent cher. Au contraire ils créent de la richesse !"). En effet le gouvernement attaque un par un les droits des personnels : Retraite, CNIEG², grille des salaires, article 25, tarif agent, arrêts maladie, droit syndical... Ces sujets ne sont pas isolés, mais s'inscrivent dans une même logique : remettre progressivement en cause les garanties du Statut des Industries Électriques et Gazières. Cette démarche n'est pas seulement réservée aux salariés des industries électrique et gazière, c'est le lot de tous les salariés dont les conquêtes sociales et les droits sont remis en cause avec un seul objectif : faire baisser le prix de la force de travail afin de rétablir les taux de profits capitalistes. La lutte des gaziers et électriciens est celle de tous les travailleurs de tous les secteurs publics, nationalisés et privés. Déjà pour la rentrée, le 29 septembre, les fonctionnaires sont appelés à l'action par une large intersyndicale. Si chacune des actions se préparant pour la rentrée est nécessaire pour mobiliser et modifier le rapport des forces en faveur des travailleurs, ces actions doivent rapidement converger dans un tous ensemble et en même temps dans la grève. C'est le seul moyen de faire plier les patrons et le pouvoir.

Enseignement Supérieur Recherche, appel intersyndical à une mobilisation massive le 15 septembre

Dans un communiqué commun du 21 juillet³, une large intersyndicale des personnels et des étudiants appelle à se mobiliser et à manifester le 15 septembre dans toute la France : "L'intersyndicale appelle l'ensemble de la communauté universitaire et des organismes nationaux de recherches à travailler à des plans d'action adaptés aux situations locales et à s'organiser dans l'unité syndicale la plus large pour la réussite d'une journée nationale de mobilisation massive le mardi 15 septembre, jour de réunion du CNESER de rentrée. Plus largement, sur toute la période de rentrée, l'intersyndicale s'engage pour faire vivre et construire dans nos établissements la mobilisation contre les frais différenciés et contre toute attaque sur le financement de l'ESR public."

Le Conseil de Prud'hommes annule les sanctions prononcées par Fleury Michon contre 7 salariés pour avoir exercé leur droit de grève !

Le Conseil de prud'hommes de La Roche-sur-Yon a rendu une décision majeure en faveur du droit de grève et des libertés syndicales⁴.

Le jugement annule les avertissements disciplinaires infligés à 7 salariés de Fleury Michon, sanctionnés pour avoir exercé leur droit de grève dans le cadre du mouvement revendicatif sur le travail du samedi, les conditions de travail des salariés le samedi et les salaires.

Le tribunal a affirmé que la grève menée depuis septembre 2023 était légale et fondée sur des « revendications professionnelles bien précises, concrètes, en correspondance avec la réalité du travail dans l'entreprise », notamment :

**La limitation du travail du samedi,*

- *La majoration des heures travaillées,
- *Et l'augmentation générale des salaires.

Le tribunal a reconnu un préjudice moral aux 7 salariés pour avoir été injustement sanctionnés. Il a également reconnu un préjudice pour l'ensemble des travailleurs représentés par la CGT Fleury Michon du fait que les sanctions prononcées ont illégitimement porté atteinte au droit de grève qui s'exerçait dans des conditions normales. Fleury Michon a voulu faire un exemple en sanctionnant les salariés luttant pour leur droit, elle a voulu faire peur aux salariés qui voudraient rejoindre la lutte. Elle a voulu casser la mobilisation.

Ce jugement confirmant le droit de grève commet un droit constitutionnel et les sanctions visant à intimider les salariés mobilisés illégaux.

Elle marque une étape importante dans la défense des droits des travailleurs et la lutte contre les abus patronaux.

Cette décision est une victoire collective : elle protège les salariés mobilisés, renforce les libertés syndicales et rappelle que la répression patronale n'a pas sa place dans une démocratie sociale. La CGT Fleury Michon réaffirme son engagement aux côtés des travailleurs.

Grève et occupation au SAMU social de Paris



Les agents du Samusocial 75, et en particulier celles et ceux du 115, sont en grève depuis 3 semaines dénonçant le manque de moyens pour héberger les personnes à la rue et améliorer leurs conditions de travail. Le 15 juillet, nos camarades ont commencé une occupation du parvis de leur lieu de travail, conjointement avec l'association Utopia 56 et des familles à la rue. A n'importe quelle heure jour ou nuit, vous pouvez venir soutenir les nombreuses personnes/familles qui sont à la rue et qui ont investi le parvis et les salarié·es du Samu social en grève depuis le 23 juin. Leurs revendications sont liées :

- *des logements décents et pérennes en faveur des personnes à la rue
- *des effectifs et de meilleures conditions de travail pour les équipes du SAMU social, notamment le 115, qui n'ont plus de solutions à apporter aux personnes qui les appellent

Suite à l'attaque de la droite municipale d'Oullins-Pierre-Bénite contre la CGT, dans le bulletin municipal, l'Union Locale CGT d'Oullins a vivement réagi !

Cet article a été publié par les communistes de Pierre Bénite⁵.

Dans le dernier numéro de « Traits d'union », la majorité municipale de droite a fait le choix de consacrer sa tribune à une attaque du syndicat CGT des agents Territoriaux d'Oullins-Pierre-Bénite. Ce choix n'est pas anodin. Au lieu de répondre aux inquiétudes exprimées par les agents et les agentes, la majorité préfère s'en prendre à l'organisation syndicale qui les porte. Cette attaque appelle plusieurs mises au point.

L'Union Locale CGT d'Oullins répond aux attaques de la municipalité.

"Dans le dernier numéro de « Traits d'union », la majorité municipale de droite a fait le choix de consacrer sa tribune à une attaque du syndicat CGT des agents Territoriaux d'Oullins-Pierre-Bénite. Ce choix n'est pas anodin. Au lieu de répondre aux inquiétudes exprimées par les agents et les agentes, la majorité préfère s'en prendre à l'organisation syndicale qui les porte. Cette attaque appelle plusieurs mises au point.

La fermeture de la cuisine centrale est bien une privatisation du service public.

Contrairement à ce qu'affirme la municipalité, la CGT ne mène pas une bataille idéologique déconnectée du réel : lorsqu'une collectivité cesse d'assurer elle-même une mission de service public afin de la confier à une entreprise privée, il s'agit d'une mise en marché du service public. La décision de mettre fin à l'activité de préparation des repas de la cuisine centrale de Pierre-Bénite pour déléguer cette mission à un prestataire privé constitue bien une externalisation d'une mission jusqu'alors assurée par des agents du service public.

Derrière les mots choisis par la municipalité se cache une réalité constatée par chacun: une partie du service public communal quitte le champ de la gestion publique pour rejoindre celui du marché. La CGT assume

pleinement de combattre cette logique idéologique fragilisant les services publics, les emplois, les savoir-faire des personnels et la qualité du service rendu à la population. La souffrance au travail n'est pas une invention de la CGT. Depuis la fusion entre Oullins et Pierre-Bénite, le syndicat CGT a pris ses responsabilités en donnant directement la parole aux agents. Les enquêtes sur les risques psychosociaux (RPS) que nous avons organisées ont recueilli une participation massive. Leur enseignement est sans ambiguïté : les réorganisations successives, les charges de travail accrues et le manque de reconnaissance constituent aujourd'hui les principales causes de souffrance au travail. Ce ne sont pas des slogans. Les agents eux-mêmes décrivent leur quotidien. Car la municipalité refuse de répondre aux demandes des agents préférant discréditer le messager : le syndicat CGT et ses élus.

Les mobilisations sont celles des agents, pas celles de la CG. La majorité municipale voudrait faire croire que la CGT « agite les tambours ». Cette caricature méprise les agents. A chaque mouvement social, ce sont les personnels qui décident librement de se mobiliser. Ils l'ont fait à la cuisine centrale. Ils l'ont fait à la piscine. Ils l'ont fait dans plusieurs écoles. Ils l'ont fait dans les crèches. Personne ne fait grève sur ordre d'un syndicat, les agents se mobilisent lorsqu'ils estiment que leurs conditions de travail sont menacées. La majorité municipale tente également d'opposer la mobilisation collective aux mesures d'accompagnement individuel des agents concernés. La CGT rappelle ceci : l'administration s'est opposée à sa présence syndicale lors de ces entretiens. Un passe droit aurait-il été accordé à d'autres organisations syndicales ? Défendre le service public c'est défendre l'outil de travail des agents, nous rappelons un principe clair : « la régression sociale se combat, elle ne se négocie pas ». Contrairement à ce que veut faire croire la majorité municipale, le soutien des agents à la mobilisation lancée par la CGT est majoritaire et doit se concrétiser demain par une élévation du rapport de force.

La volonté d'intervenir dans les élections professionnelles. L'article publié par la majorité municipale intervient à quelques mois des élections professionnelles de décembre. En consacrant une page entière à attaquer une seule organisation syndicale, en commentant publiquement son fonctionnement interne, son nombre d'adhérents et son influence, la majorité municipale franchit une ligne préoccupante. Le maire, signataire de cette tribune, tente d'interférer dans un scrutin appartenant exclusivement aux agents. Cette démarche est d'autant plus paradoxale qu'en cherchant à discréditer la CGT, la municipalité reconnaît implicitement une réalité : la CGT est aujourd'hui le seul syndicat qui dénonce les conséquences de la fusion et défend avec détermination les droits individuels et collectifs des agents. Les agents sauront apprécier, au moment des élections professionnelles, cette reconnaissance à sa juste valeur. La CGT n'accepte aucune ingérence dans son fonctionnement démocratique. La CGT refuse les tentatives d'ingérence dans sa vie démocratique interne, qu'elles passent par des déclarations publiques ou par l'utilisation d'anciens ou d'anciennes adhérentes de la CGT pour alimenter une stratégie de division des agents. Le fonctionnement de notre organisation relève exclusivement de ses syndiqués.

Depuis plus d'un siècle, la CGT fonde son action sur les principes de la Charte d'Amiens : indépendance à l'égard des partis politiques, des religions, mais aussi des employeurs. Cette indépendance est la condition de notre crédibilité auprès des travailleurs. Nous ne recevons nos orientations ni des partis, ni des élus, ni des directions d'administration. Nous les construisons avec les agents. Peut-être précisément cette indépendance dérange aujourd'hui le maire et sa majorité. Notre seule boussole: les agents et le service public. La CGT continuera de défendre les emplois, les conditions de travail, les rémunérations et la qualité du service public. Elle continuera d'alerter lorsque des décisions politiques auront des conséquences négatives sur les personnels. Elle continuera de consulter les agents afin de porter leurs revendications, si nécessaire avec l'ensemble des forces populaires qui se reconnaîtront dans nos combats.

En décembre prochain, les agents choisiront librement les organisations syndicales qui les représenteront. Ce choix leur appartient et à eux seuls. La CGT, fidèle à ses valeurs, fera confiance à leur discernement plutôt qu'aux campagnes de dénigrement. La CGT ne se laissera pas intimider et poursuivra son combat pour la défense du service public. En attendant les suites de la mobilisation, nous appelons l'ensemble des agents et des agentes à faire bloc et à rejoindre la CGT en adhérant au syndicat majoritaire historique de la ville."

Arles, Bourse du Travail : "Nous allons organiser la résistance", la CGT refuse l'expulsion !

Partout dans le pays, les attaques contre la CGT, ses militants, ses dirigeants, s'accumulent : procès, mises en examen, expulsions programmées de ses locaux pour mener son activité de défense des intérêts des salariés, retraités, privés d'emploi. 60 Bourses du Travail et maisons de Syndicats aujourd'hui sont attaquées frontalement dans tout le pays et près d'un millier de militants. D'Arles à Carcassonne, entre autres, les maires œuvrent à réduire, à entraver, à invisibiliser et museler la parole, le rôle et l'action de la CGT. Ainsi, à Arles, dès son arrivée, le maire et sa majorité ont attaqué frontalement la CGT, d'abord en lui supprimant la subvention puis, depuis 3 ans, en cherchant à l'expulser de ses locaux historiques. Si le tribunal administratif de Marseille a ordonné son expulsion, pour autant, la CGT ne renonce pas à la Bourse du Travail. Le syndicat a annoncé, le lundi 20 juillet qu'elle faisait appel de cette décision.

Grève chez Haribo (Marseille) : les salariés réclament des hausses de salaires

Chez **Haribo**⁶, la contestation ne retombe pas. Depuis la fin du mois de juin, **les salariés** du site marseillais ont engagé une grève illimitée, avec des débrayages quotidiens de deux heures. C'est une grève massive et longue, 90% des salariés sont dans l'action. Au cœur du conflit : les négociations annuelles obligatoires. Les syndicats réclament notamment une revalorisation générale des salaires, une meilleure prise en compte de l'ancienneté et une hausse des primes. L'entreprise souligne un salarier a fait un substantiel chiffre d'affaire, il était de 388,45 M€ en 2024, doit répondre aux revendications salariales. Un autre motif du mouvement est lié au projet de la direction de diminuer la production sur le site de Marseille en ouvrant une nouvelle unité, avec un minimum de personnel à Uzès. Haribo situé dans les quartiers Nord de Marseille est un enjeu de lutte pour les salariés mais aussi pour la population compte tenu des emplois que représente cette entreprise.

Fonderie HME à Rai près de L'Aigle (Orne) : 114 suppressions d'emplois

le plan social de la fonderie HME située à Rai, près de L'Aigle (Orne) a été acté le 17 juillet 2026. La direction va supprimer 114 postes. Les syndicats sont opposés à cette suppression et restent impuissants. Ils ont décidé de porter un projet industriel, autour du cuivre, pour sauver l'avenir de la fonderie. Selon ICI⁷ : " Le projet industriel élaboré par les représentants syndicaux de la CGT a pour objectif de diversifier l'activité de la fonderie puisque le laiton en France ne se vend presque plus. " *Cette diversification du cuivre a de l'avenir. Faire du cuivre normand et l'expédier partout dans le pays, ça permettrait de sauvegarder des emplois et d'assurer un avenir à notre usine*", déclare Jean-Pierre Guérin, délégué syndical CGT et secrétaire du CSE de l'usine installée à Boisthore." C'est ce projet que rappelle la CGT HME dans son communiqué du 10 juillet⁸.

Appel pour qu'un hommage à Henri Alleg soit rendu par la ville de Palaiseau

Il y a dix ans, le 16 juillet 2016, cet appel était lancé pour que la Municipalité de Palaiseau rende hommage à Henri Alleg et à son engagement pour les droits de l'Homme à travers un lieu mémoriel. Dix ans après, nous ne renonçons pas. Merci à vous, parmi les 2706 signataires de cette pétition⁹, pour votre soutien. Cet appel prolonge plusieurs propositions, non retenues jusqu'ici, par le Maire de Palaiseau, commune où Henri Alleg vécut pendant plus de trente ans et où il repose. Nous soutenons aujourd'hui la proposition d'une place située devant le lycée Camille Claudel, à quelques pas de la rue où il demeurerait.

Les grévistes de Dumarey dans la Loire suspendent leur mouvement

A l'heure où cet article est écrit¹⁰, les salarié.es ont voté la suspension de la grève depuis le jeudi 25 juin 2026. Nous insistons sur le terme suspension, car ce combat est loin d'être terminé ! Depuis le début, le 5 mai, les salarié.es mènent une lutte exemplaire désormais en cours depuis 8 semaines. Près de 90 % d'entre eux ont participé à la grève et assuré quotidiennement les piquets. **Une mobilisation exceptionnelle**, menée avec détermination, face à une stratégie organisée par les deux co-responsables de la situation : les groupes ZF et Dumarey. Trois ans après avoir repris le site, ils ont méthodiquement préparé l'arrêt de l'activité et la suppression des emplois d'ici à la fin de l'année 2026. Cette décision est totalement incompréhensible tant notre entreprise était un fleuron de la métallurgie dans la Loire. Depuis plusieurs mois, nous alertions les pouvoirs publics, les élus et notre organisation, la CGT, sur les dangers que faisait peser cette reprise, notamment depuis l'arrivée de Dumarey. Les différents droits d'alerte que nous avons déclenchés ont confirmé nos analyses. Sous prétexte de la perte de commandes de notre ancien propriétaire, ZF, devenu quasiment l'unique client de l'entreprise, le chiffre d'affaires a été artificiellement réduit, passant en moins de deux ans d'environ 110 millions à une trentaine de millions. Cette situation n'est pas le fruit du hasard, mais bien de choix délibérés. Il y a trois ans déjà, nous nous étions battus pour sauver l'entreprise et ses emplois. Grâce à une lutte déterminée, nous avons obtenu le maintien de l'ensemble des postes. Mais nous sommes restés vigilants, car nous connaissions parfaitement les méthodes de ce propriétaire, celui-ci n'en est pas à son coup d'essai en France. Ce qui se déroule aujourd'hui sur le site d'Andrézieux-Bouthéon confirme ce que nous dénoncions depuis le début. Si les salarié.es ont décidé de suspendre le mouvement, c'est uniquement pour éviter qu'une procédure de sauvegarde ou une liquidation judiciaire ne viennent compromettre toutes les chances de préserver nos emplois. Il ne s'agit en aucun cas d'un renoncement. Depuis le premier jour, notre seule boussole est la défense de l'emploi, et elle le restera jusqu'au bout. (Extraits du Bulletin syndical de l'UD CGT de la Loire)

Fibre Excellence : les salariés occupent l'usine de Saint-Gaudens pour empêcher la liquidation

Les salariés de *Fibre Excellence* ont placé, depuis mardi 21 juillet dès 6 heures, l'usine de pâte à papier de Saint-Gaudens " **sous protection** " afin de tenter d'empêcher une liquidation du site. A l'initiative de la CGT, cette occupation vise à préserver l'outil industriel et les quelque 720 emplois directement menacés.

Les guichetiers de la Poste en grève dans la baie de Saint-Brieuc (22)

Manque d'effectif, fermetures des postes, dégradation des conditions de travail, les guichetiers de Saint-Brieuc, Yffiniac et Plérin (Côtes-d'Armor) ont annoncé se mettre en grève. La grève des postiers est soutenue par la : Fédération des activités postales et des télécommunications (SUD PTT), Force ouvrière (FO) et la Confédération générale du travail (CGT). A l'autre bout de l'hexagone des maires de petits villages situés dans le Grand Figeac sont privés de facteurs pendant plusieurs jours. La direction de la poste Occitanie rassure et invoque la canicule ! « Faut-il que les élus en viennent à distribuer eux même le courrier à leurs administrés » s'indigne un maire. Il touche du doigt le plan méthodique à bas bruit de la restructuration de la Poste. Le PRC reviendra sur ce plan afin de le combattre.

Dossiers ; Économie

Errare humanum est, perseverare diabolicum

Dans notre dernière livraison du Recosoc N°288, nous avons consacré un article à Bernard Arnault à propos du don qu'il a effectué à l'École Polytechnique : " Polytechnique : Bernard Arnault, un geste patriotique ?". A propos d'une partie de son patrimoine immobilier, nous avons écrit : " *Parmi ses nombreux biens immobiliers se trouvent deux résidences à Paris dont les prix d'achats ont été estimés respectivement à 25 et 55 milliards.*" Un lecteur avisé nous a fait justement observer qu'il s'agissait de millions et non de milliards. Nous devons donc des excuses à nos lecteurs pour cette erreur et nous ne persévérons pas dans cette voie...de l'erreur mais pas au combat de classe contre le capitalisme !

Non, ce ne sont pas les électriciens qui coûtent cher. Au contraire ils créent de la richesse !

Le débat sur le tarif agent des salariés des industries électriques et gazières est désormais au cœur de l'actualité. Face au projet du gouvernement, l'intersyndicale appelle à une journée nationale d'action et de grève le 15 septembre 2026. Cette remise en cause du tarif agent est un avantage en nature déclaré au service des impôts que les agents actifs et inactifs payent à l'État.

Le gouvernement présente régulièrement cet avantage comme un coup est insupportable pour EDF. Pourtant, il ne s'agit pas d'un privilège, mais d'un Avantage en nature, intégré à la rémunération des salariés, soumis aux cotisations sociales et à l'impôt.

Le coût de ces avantages, est aujourd'hui estimé à 700 millions d'euros, dans le même temps, le mécanisme de l'HARENH a contraint EDF à vendre une partie de son électricité nucléaire à des fournisseurs privés à un prix administré, générant pour la seule année 2022, un manque à gagner estimé à 8,1 milliards d'euros.

700 millions d'euros considéré par la cour des comptes comme démesuré, alors que les électriciens et gaziers assurent jour et nuit la continuité du service public et fermer les yeux sur les 8,1 milliards alimentant la concurrence privée.

Deux chiffres avec deux choix politiques, à chacun d'en tirer les conclusions !

Il convient de le rappeler, les choix politiques d'ouverture du marché de l'électricité ont été voulus afin de permettre à des fournisseurs privés de mettre en concurrence EDF (entreprise d'Etat) qui alors proposait un Tarif réglementé le moins cher d'Europe grâce en grande partie par la production nucléaire.

Des choix politiques ont également amené à promouvoir l'abandon du nucléaire qui permettait la production d'un kilowattheure peu coûteux pour les ménages et l'industrie française. Des choix politiques ont voulu la vente de la branche nucléaire D'ALSTHOM aux américains, mettant en difficulté l'activité nucléaire d'EDF.

Devant l'augmentation de la précarité énergétique il est compréhensible qu'un grand nombre d'usagers expriment leur colère, mais les responsables sont les choix politiques du gouvernement Macron, et ce n'est certainement pas du fait des avantages perçus par les salariés d'EDF et GDF.

Quand la cours des comptes s'en prend au tarif particulier, elle oublie peut-être ce que l'état unique actionnaire d'EDF va se ramasser à la fin du mois 1 milliard d'euros de dividendes, juste avant l'augmentation du mois d'août pour tous les ménages. Il est vrai qu'il y a moins de tapage médiatique sur l'affaire en ce moment !

A ce propos, pourquoi la cour des comptes au lieu de s'en prendre à des conquêtes sociales, ne regarde-t-elle pas du côté des privilèges plus que démesurés des valets du capitalisme ?

La Chine fermement opposé à la nationalisation de British Steel

Le Jeudi 16 juillet, le gouvernement britannique a, selon Eurosnews¹¹, annoncé : " *qu'il reprendrait cette entreprise déficitaire dans le giron public afin de protéger les emplois et de préserver une capacité nationale vitale* ". En réponse à cette décision, dans les tuyaux depuis un certain temps, le ministre chinois du commerce a fait part de sa désapprobation en s'opposant fermement à cette nationalisation¹² Le ministère chinois a également exhorté Londres à rechercher une solution mutuellement acceptable, incluant des accords d'indemnisation : *La Chine exhorte le gouvernement britannique à respecter les règles internationales applicables, à remplir scrupuleusement ses obligations au titre de l'Accord de protection des investissements Chine-Royaume-Uni, à traiter les entreprises à capitaux chinois au Royaume-Uni de manière équitable et juste, et à protéger pleinement*

leurs droits et intérêts légitimes.". De son côté, l'entreprise Jingye Steel¹³ a déclaré la semaine dernière souhaiter que le Royaume-Uni la compense pour les pertes subies dans le cadre de son investissement au sein de British Steel.

Que raconte donc ce conflit entre un capitaliste privé chinois et les fondés de pouvoir de l'État capitaliste du Royaume-Uni ?

La sidérurgie, rappelons le tout d'abord, au Royaume-Uni a été privatisée dans les années 1980. La Première ministre Margaret Thatcher a reprivé British Steel Corporation (BSC) sous le nom de British Steel. Sous gestion privée, l'entreprise a considérablement réduit ses effectifs, entreprenant une réorganisation radicale ainsi et des investissements massifs en capital afin de retrouver sa compétitivité sur le marché mondial. British Steel en grande difficulté a été racheté en 2020 par Jynghie¹⁴ pour 70 millions de livre sterling. L'État britannique devait investir 640 millions £ d'aides publiques pour moderniser le site. Cet investissement a été jugé insuffisant par Jynghie en exigeant le double.

En 2025, l'entreprise dit perdre 700.000 £ par jour et juge l'usine de Scunthorpe¹⁵ non viable et en programme la fermeture alors que l'usine de Scunthorpe est la dernière capable de produire de l'acier primaire dans le pays. La fermeture des deux derniers hauts-fourneaux conduisant à la suppression de plusieurs milliers d'emplois.

Le gouvernement britannique, dans ces conditions, a pris, avec le parlement la décision de renationaliser l'entreprise, considérant qu'il s'agissait d'un enjeu stratégique majeur. Dès mars 2026 le gouvernement avait lancé sa "Stratégie pour l'acier", avec notamment des droits de douane à 50% et une réduction des quotas d'importations, dans l'optique de protéger son industrie sidérurgique, jugée vitale pour ses infrastructures nationales et sa défense. La position du gouvernement britannique s'inscrit donc clairement dans les affrontements au sein de l'impérialisme en protégeant un outil industriel qu'elle juge vital pour ses capacités militaires. Cette nationalisation est donc une étatisation n'ayant rien à voir avec une quelconque velléité de faire reculer le capitalisme au Royaume-Uni et renvoie à la question de la nature et du rôle des nationalisations en système capitaliste. Et dire comme le fait la CGT que nous sommes à l'ère du capitalisme libertarien ! La position de Jynghie, puissant monopole privé chinois, soutenue par son gouvernement, est celle de capitalistes ordinaires¹⁶ ces derniers en rachetant des entreprises entendent d'abord supprimer des concurrents pour lui permettre de s'imposer plus efficacement dans le marché capitaliste mondial. Nous avons un excellent exemple de ce comportement avec Mittal en France !

Collège de France : le tribunal administratif lui donne tort dans l'interdiction d'un colloque sur la Palestine

Par une déclaration du 15 juillet, le tribunal administratif de Paris a donné tort à l'administrateur du Collège de France, pour avoir annulé un colloque sur la Palestine. Ce colloque intitulé " La Palestine et l'Europe : poids du passé et dynamiques contemporaines ", devait se tenir les 13 et 14 novembre 2025. Il avait été coorganisé par le professeur Henry Laurens, titulaire de la chaire Histoire contemporaine du monde arabe au Collège de France, et par le Centre arabe de recherche et d'études politiques de Paris (Carep) spécialisé dans l'étude du monde arabe. Son annulation selon le journal *Le Monde*¹⁷ était : " du jamais-vu depuis le Second Empire, quand le cours d'Ernest Renan fut suspendu par l'empereur Napoléon III en 1862 ". Dans un article intitulé¹⁸ : " *Censure au Collège de France ou la Science, les chiens de garde et le dogme* ", nous avons condamné fermement la décision de l'administrateur du Collège de France¹⁹. Cette décision avait été provoquée par une déclaration du Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Déclaration n'étant rien d'autre qu'une injonction exécutoire. Cette décision est un sévère camouflet pour les " *chiens de garde* " de l'idéologie dominante chargé de faire taire, d'une manière ou d'une autre tous ceux s'opposant à la politique de complicité active du pouvoir avec le génocide en Palestine.

L'Assemblée nationale a adopté définitivement le texte de loi sur l'aide à mourir

Depuis 2016 et la loi Claeys-Leonetti, il était possible d'avoir recours à la sédation profonde et continue jusqu'au décès pour les malades incurables pour lesquels les souffrances sont réfractaires aux traitements et dont le pronostic vital est engagé à très court terme, (ceci faisant partie intégrante des soins palliatifs). Désormais, les malades devraient avoir le choix entre les soins palliatifs qui accompagnent physiquement et psychiquement la fin de vie et une nouvelle loi introduisant la sédation profonde et le « suicide assisté », le malade s'administrant lui-même la substance, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire. Fin mai 2026, le Parlement, avait modifié le texte sur les soins palliatifs. En théorie, l'accès à ces soins est un droit depuis 1999²⁰, en pratique, il n'est plus appliqué car se posant dans un contexte où le système de santé est à l'os. En l'absence d'accès aux soins palliatifs, certains malades se tourneront vers le suicide assisté. Selon un rapport de la Cour des comptes de 2023, près de 51 % des personnes ayant potentiellement pu bénéficier des soins palliatifs en 2017 n'ont pas pu y avoir recours (soit 180 000 personnes). Comment dès lors faire en sorte que cet accès soit effectif ? Le budget dédié aux soins palliatifs était estimé à 1,6 milliard d'euros en 2022, sera finalement de 1,8 milliard, soit un peu plus de 200 millions d'euros par an, une somme ridicule vu le nombre de personnes concernées et, de plus, au regard de

l'inflation annuelle : en 2022 +5,2 %, en 2023 +4,9%, 2024 +2%, 2025 à +0,9 % et 2026 plus de 2% estimée. De plus Lecornu présentera de nouvelles coupes budgétaires pour le budget 2027, laissant passer les remous politicien et adoptera le tout par un 49.3 au nom de la « stabilité » chère au PS. L'addition sera salée pour la santé si les travailleurs ne renversent pas la table.

Loi d'urgence agricole : un rouleau compresseur en faveur des multinationales agricoles

L'ensemble des élus du Rassemblement national, de l'Union des droites pour la République et de Droite républicaine ont voté de concert en faveur de la loi d'urgence agricole : un modèle agricole productiviste et un élevage intensif, le député Les Républicains Julien Dive exprime l'avis des députés au service des multinationales : la « *vraie France (...) qui demande simplement qu'on cesse de lui mettre des bâtons dans les roues* ». Colère des citoyens ne se sentant « *pas écoutés* » : la première pétition contre la loi Duplomb avait recueilli plus de 2 millions de signatures à l'été 2025, une seconde, contre le nouveau texte, plus de 400 000 en juillet 2026, et une troisième en cumule à ce jour plus de 120 000. La loi adoptée à l'Assemblée nationale permet la réintroduction de l'acétamipride et du flupyradifurone, deux pesticides interdits en France, elle prévoit aussi que les captages d'eau potable « *dont la dégradation est imputable à des substances interdites sur le territoire national* » ne seront plus « *prioritaires* ». Elle permettra également au gouvernement de faciliter, par ordonnance, l'agrandissement des élevages et le doublement des mégabassines servant une minorité d'agriculteurs irrigants (6%). « *Alors que nos productions sont en train de cramer, on nous sort une loi complètement à contre-sens de l'histoire et des réponses qu'on devrait apporter aux agriculteurs* », s'indigne le porte-parole national de la Confédération paysanne. Ce texte de loi est taillé pour l'agrobusiness et en faveur des intérêts des riches propriétaires terriens, cette loi met en danger la santé de la population et des agriculteurs et ne répond en rien aux besoins des agriculteurs et de la population. L'agriculture est malade du capitalisme, aucune solution ne peut être trouvée sans balayer ce système

Logement et loi Jeanbrun

Au moment même où la canicule a exposé les problèmes des logements "bouilloire thermique" (jusqu'à mettre en danger la vie de leurs occupants), le gouvernement propose un projet de loi (Loi Jeanbrun) pour contrer la crise du logement. Mais plusieurs associations et organismes ont constaté que ce projet de loi va surtout avantager les propriétaires au détriment des locataires. Par exemple, une des mesure phare de la loi est de repousser l'obligation des travaux pour les logements classés en catégorie F et E (les passoires thermiques qui se transforment en bouilloire en été et en frigo en hiver). D'autres mesures devraient permettre aux bailleurs d'augmenter les loyers dans les HLM. De leur côté, des locataires essayent de lancer un mouvement "pas de volet, pas loyer" appelant à la grève des loyers lors des période de canicule pour les logements dépourvus de volet, store ou brasseur d'air.

Culture la lutte pour le budget continu

Le budget 2026 prévoyait de supprimer les subventions allouées à 28 théâtres, opéras et orchestres, mettant leur existence en danger. L'organisation de la contestation lors du Festival d'Avignon a permis le déblocage de 10 millions d'euros, sauvant pour le moment les 28 établissements sur la sellette. Mais rien n'est acquis pour le budget 2027.

Space X après une introduction en bourse spéculative ; une lourde rechute

La valeur en bourse de Space X, le groupe d'Elon Musk, retombe lourdement de sa hauteur. Le prix de l'action à son entrée était de 135 \$, avant de monter en flèche à plus de 200\$ pour finalement redescendre à un peu moins de 124\$. Les investisseurs font aussi de plus en plus le choix de paris à découvert contre Space X pour profiter du repli du titre (Les acheteurs empruntent l'action, la vendent pour ensuite la racheter à moindre prix quand sa valeur baisse) à peu près 30% des actions de Space X auraient été utilisé de cette façon selon certaines données. C'est l'équivalent d'un bond de 10 points en 1 mois. Ceux utilisant cette technique auraient aussi gagné près de 4 milliards de dollars de profit.

L'entreprise n'est en effet pas aussi « sûre » qu'elle pourrait le paraître avec un modèle IA jugée « en retard » sur ses concurrents et des problèmes deancements pour ses fusées (premier vol d'essai depuis l'entrée en bourse annulé par exemple).

Les acteurs des marchés sont aussi en train de vendre leurs actions dans les entreprises « de pointes » (le marché est plus hésitant sur les « valeurs technologiques ») mettant Space X dans une situation potentiellement encore plus complexe. L'entreprise est, en plus de tout cela, en passe d'obtenir une note sur les marchés proche des catégories spéculative ce qui veut dire plus risqué en termes d'investissement.

Malgré tout, les analystes continuent de parier pour le groupe, en effet tous les courtiers couvrant l'action sauf un recommande de garder les actions achetées. De plus certains tablent sur une multiplication du cours de Space X dans le futur ce qui fait écho à la voracité actuelle des acteurs de la bourse.

L'abandon financier de l'État dans le rail

À l'heure où le train est considéré comme stratégique, une étude montre une France clairement à la traîne en matière de dépenses publiques dans le rail, se retrouvant une fois encore lanterne rouge des pays étudiés avec seulement 70 euros d'argent public dépensés par habitant. Un chiffre à des années-lumière des dépenses publiques d'autres pays comme la Grande-Bretagne (209 euros), l'Allemagne (222 euros) ou encore le Luxembourg (622 euros) l'Autriche a investi 359 euros par habitant et la Suisse 504 euros. Un sous-investissement chronique et historique des gouvernements successifs dans l'infrastructure ferroviaire hors TGV. Ceci entraîne comme conséquences une baisse de la qualité de service, des fermetures de lignes et même un risque d'effondrement, selon l'ex-patron de la SNCF.

L'Etat français s'est en partie défaussé sur la SNCF pour financer le réseau public à travers un fonds de concours: 1,6 milliard d'euros par an versé par l'Etat sur de 14,8 milliards d'euros sur la période 2024-2033, il est donc alimenté par la seule SNCF soit la quasi-totalité des bénéfices de ses activités commerciales (essentiellement les ventes de billets), mais ses concurrents tel Trenitalia ne versent pas à ces fonds ! Fonds injectés vers SNCF Réseau, la filiale du groupe chargée de l'entretien du réseau et des travaux de restauration. Les dépenses dans l'infrastructure (utilisée par les concurrents) sont donc financées par la SNCF elle même à travers les recettes des voyageurs. Si on compare la France et l'Allemagne, on est face à deux modèles bien différents puisque les trois quarts des dépenses dans le réseau sont directement financées par l'Etat fédéral et le reste par les Länder (les régions) à travers l'impôt, sans ponctionner les bénéfices des opérateurs historiques. Cette étude met bien en exergue l'abandon financier de l'Etat dans le rail et ce depuis de nombreuses années. **Dernière minute** : Jean Castex vient d'annoncer le remaniement de la direction de SNCF Voyageurs et l'abandon du projet Destination 2030 ! Une première victoire pour les cheminots et leur mobilisation unitaire du 10 juin ! Mais attention : ce recul ne suffit pas !

Les économies budgétaires de la Région des Pays de la Loire

Les secteurs associatif, culturel et de l'Économie sociale et solidaire, ne doivent plus être « une variable d'ajustement » estime la CFDT. Il y a dix-huit mois, en décembre 2024, la présidente de la Région Christelle Morançais annonçait un plan d'économie de 120 millions d'euros sur trois ans. Le syndicat réputé modéré, critique le bien fondé de l'étude d'impact produite par la Région des Pays de la Loire ! Non pas sur les économies, mais la méthode car il n'a existé aucun échange au préalable,... La tradition dans les Pays de la Loire était à la coconstruction avec tous les acteurs. Ah ! La collaboration de classe quand tu nous tiens !

L'équipementier Antolin supprime 35 postes dans son usine de Besançon

Spécialisé dans les systèmes d'éclairage automobile, composants électroniques, connectiques, optiques et plastiques associés, le site Antolin de Besançon se réorganiser en raison d'une baisse d'activité. Cette stratégie du groupe espagnol devrait conduire à la suppression de 35 postes. 10% des effectifs du site industriel Antolin de Besançon (Doubs) ne reviendront pas à la rentrée. Le groupe espagnol avait racheté en 2012 l'usine fabriquant des systèmes d'éclairage dans l'habitacle des voitures, ainsi que des composants électroniques, il se dit désormais contraint de réorganiser son activité d'outillage, supprimant 35 postes.

Gel des retraites Agirc-Arrco

Face au refus du patronat de revenir sur l'absence de revalorisation des pensions complémentaires du privé, s'appuyant sur les 91 milliards d'euros de réserve du régime, la CFE-CGC et la CGT ont annoncé, dans un communiqué commun, leur décision de saisir la justice pour contester le gel des retraites complémentaires du privé versées par l'Agirc-Arrco. Les deux organisations de salariés affirment qu'elles prennent une telle initiative après un nouveau refus du patronat de revenir sur l'absence de revalorisation. Constatant que le patronat leur opposait, « pour la quatrième fois », une fin de non-recevoir, les deux syndicats se tournent désormais vers le tribunal judiciaire de Paris, afin de sortir du « blocage total » orchestré par les mouvements d'employeurs. Après le dialogue social, la justice... la riposte de classe s'est finie ?

Le "désengagement culturel de l'État" en Seine-Saint-Denis

Les réductions de crédits annoncées menacent directement trois théâtres de la banlieue nord de Paris en Seine-Saint-Denis, département le plus jeune de l'Hexagone où trois théâtres sont affectés par les restrictions budgétaires perdant *environ un million d'euros de crédits inscrits dans la loi de finances 2026 et le surgel annoncé par l'État menacent plusieurs lieux emblématiques de Seine-Saint-Denis*. Il s'agit de la MC93 à Bobigny et de deux centres dramatiques nationaux, le Théâtre Gérard-Philipe à Saint-Denis et La Commune à Aubervilliers. Une "décision totalement unilatérale", prise "au mépris des conventions pluripartites de ces

établissements" impliquant la Direction régionale des affaires culturelles, le conseil départemental et la ville d'accueil.

Le budget consacré à la culture était de 1%, il sera à peine à 0,6%. Une érosion de 50 ans de services publics de l'art et de la culture construits petit à petit" dans le pays au profit de l'armée, + 6milliards ! « Pas un sous pas une vie pour leurs guerres : Une riposte d'ampleur pour la culture »

Made in France : Reden Solar fabricant de panneaux solaires ferme ses portes

Reden Solar annonce l'arrêt de son usine historique de fabrication de panneaux photovoltaïques en Lot-et-Garonne. 17 ans après sa mise en service à Roquefort, près d'Agen, l'usine d'assemblage de panneaux photovoltaïques de Reden Solar rejoint le cimetière industriel du made in France. Un coup d'arrêt brutal mais prévisible compte tenu de la féroce concurrence des constructeurs chinois sur ce créneau prometteur de profit. Cette usine est structurellement déficitaire car il n'existe pas de marché potentiel en France et en Europe », justifie Florence Burhin, la responsable de la communication de Reden Solar. La PME née en 2008 a modernisé l'usine en 2023 en réinvestissant cinq millions d'euros dans une ligne d'assemblage flambant neuve. De quoi se doter d'une capacité de production annuelle de 300 000 panneaux photovoltaïques ! De très nombreuses entreprises des énergies renouvelables sont mises en difficulté par la conjoncture économique et politique. Faute de marché, la PME de 275 salariés, renonce à produire en France mais est-ce le véritable motif ? Le PLF 2026 vise à réaliser 43,8 milliards d'euros d'économies dès 2026. Une « année blanche » est décrétée pour l'ensemble des dépenses publiques, à l'exception de la défense et du remboursement de la dette. Dans cette logique de rigueur, la "transition écologique" apparaît comme la grande sacrifiée. Aucun effort significatif n'est prévu : pas de hausse annoncée du budget de l'Anah (Agence nationale de l'habitat), pas d'extension de MaPrimeRénov', pas de plan de relance structurel sur la performance énergétique des logements, la mission « Cohésion des territoires », regroupant les crédits alloués au logement, aux politiques de rénovation et à l'Anah (MaPrimeRénov'), voit son enveloppe diminuer de 900 millions d'euros en 2026. En mai dernier, la société Carbon projetait depuis 2022 de construire près de Marseille une gigafactory de panneaux solaires afin d'alimenter le marché européen. Il était question de 3 000 emplois directs et de 12 millions d'unités par an avant l'abandon par la direction. Quant à la société Voltec assemblant encore des panneaux photovoltaïques dans le Bas-Rhin, elle ambitionne une gigafactory en Moselle pour produire dix millions de panneaux solaires par an à partir de 2028. Un projet à un milliard d'euros. Le secteur de l'énergie solaire est en pleine progression. Cependant, 90% des panneaux installés en France sont toujours produits en Asie, principalement en Chine, où un quasi-monopole mondial s'est instauré.

Le plan de redressement de la Financière Immobilière Bordelaise est rejeté

La cour d'appel du tribunal de commerce de Bordeaux a rejeté le plan de redressement de la Financière Immobilière Bordelaise, holding de l'homme d'affaires Michel Ohayon (ancien propriétaire de Gap, Go Sport et Camaïeu). Celle-ci n'a pas prononcé de liquidation judiciaire de la FIB mais a renvoyé le dossier devant le tribunal de commerce pour l'élaboration d'un nouveau plan, sans donner de délai. Après avoir liquidé Camaïeu et cédé Gap et GO Sport, il détient 26 magasins Galeries Lafayette dont Amiens, Agen, Bayonne, Cannes, mais aussi La Rochelle, Tarbes, Toulon... Les syndicats craignent, en cas de liquidation judiciaire, la vente des murs et des menaces sur les 1.100 emplois. La holding est également propriétaire du Grand Hôtel de Bordeaux, de l'hôtel Sheraton de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle ou du Trianon Palace de Versailles. Selon le document, le passif déclaré de la FIB s'élèverait à 1,7 milliard d'euros. Soupçonné d'avoir détourné à son profit de l'argent de ces enseignes en difficulté, l'homme d'affaires bordelais a été mis en examen en avril 2025 pour banqueroute, abus de biens sociaux, escroqueries en bande organisée, abus de confiance et blanchiment aggravé: de gauche: «*un capitaliste modéré* » quoi !

International : Solidarité internationaliste

Les fonctionnaires irlandais se préparent à une grève

Plus de 80.000 fonctionnaires irlandais se préparent à une éventuelle grève suite à l'impasse des négociations salariales avec le gouvernement. Le syndicat SIPTU a lancé des consultations sur les lieux de travail, et plusieurs autres syndicats membres du Congrès des syndicats irlandais (ICTU) sont incités à entreprendre des démarches similaires. Les employés concernés sont notamment ceux des secteurs de la santé, des collectivités locales et de l'éducation. Le précédent accord salarial du secteur public a expiré fin juin. Il prévoyait des augmentations de salaire pendant sa durée, mais les syndicats estiment que celles-ci ont déjà été absorbées par l'inflation des prix ces dernières années. Les services de santé, l'éducation, les services municipaux et les fonctions publiques fonctionnent grâce au travail de centaines de milliers d'employés, souvent soumis à des exigences accrues tandis que leur pouvoir d'achat diminue. Lorsque le gouvernement retarde les négociations ou évoque la « viabilité financière », ce sont en réalité les travailleurs qui supportent le poids de la rigueur budgétaire de l'État. Les

revendications du syndicat ne se limitent pas à la compensation de l'inflation passée ; elles portent également sur la protection des services publics contre la privatisation et la régulation de l'introduction de l'intelligence artificielle dans les opérations publiques. Il s'agit d'un élargissement important du champ de la lutte salariale. Si l'employeur, en l'occurrence l'État, peut recourir à la numérisation, à l'externalisation et à l'IA pour réduire les effectifs, intensifier le travail ou transférer des tâches à des acteurs privés, la question salariale devient directement liée au contrôle des processus de travail. L'Irlande a longtemps été présentée comme un pays prospère pour les capitaux, avec ses grandes multinationales, ses avantages fiscaux et ses statistiques de croissance solides. Mais ces chiffres ne disent rien du quotidien des fonctionnaires confrontés à la hausse des prix du logement, à la réduction des prestations sociales et à une charge de travail croissante. Si les fonctionnaires irlandais votent la grève, le conflit dépassera le simple cadre des pourcentages. Il s'agira de savoir qui supportera le coût de la crise du coût de la vie et comment les services publics seront organisés à l'avenir. Les travailleurs de la santé, de l'éducation et des collectivités locales ont déjà démontré leur importance sociale par leur travail quotidien. Cette importance exige d'être reconnue concrètement en termes de salaires, de conditions de travail et de protection contre la privatisation.

Les travailleuses ASHA d'Inde réclament salaire, sécurité et reconnaissance

Les travailleuses ASHA (travailleurs sanitaires en Inde) de l'État indien d'Haryana se mobilisent à nouveau pour obtenir une meilleure rémunération, des droits sociaux et la reconnaissance de leur statut de fonctionnaire, avec une titularisation. Elles ont remis une série de revendications au ministre de la Santé et menacent d'organiser des manifestations d'envergure si le gouvernement continue de les ignorer. Parmi ces revendications figurent le versement d'une prime promise, un poste permanent au sein du programme national de santé, des conditions de travail uniformes sur l'ensemble du territoire, un congé maternité rémunéré, des congés payés, une couverture médicale et une protection contre les licenciements abusifs. Les travailleuses ASHA constituent un maillon essentiel du système de santé primaire indien, notamment en milieu rural. Elles accompagnent les femmes enceintes, surveillent la santé des enfants, facilitent l'accès aux structures de santé, collectent des informations, participent aux campagnes de vaccination et réalisent des missions de santé publique indispensables à l'État. Pendant la pandémie, leur travail a gagné en visibilité, mais leur statut officiel n'a pas évolué de manière significative. Nombre d'entre elles sont encore considérées comme des bénévoles ou perçoivent une rémunération au rendement au lieu d'un salaire complet et des garanties offertes par le droit du travail. Cette situation n'est pas un malentendu, mais un moyen d'organiser une main-d'œuvre bon marché dans un secteur socialement essentiel. L'État a besoin du travail des agentes de santé communautaires (ASHA) pour assurer les soins de santé à la population, mais en ne les reconnaissant pas comme des travailleuses à part entière, il peut réduire les coûts. Cela concerne le salaire, la retraite, l'assurance maladie, les congés payés et la protection de l'emploi.

Des chercheurs en cancérologie à Londres en grève contre des salaires de misère

Plus de 300 employés de l'Institut de recherche sur le cancer (ICR) de Londres poursuivent leur grève après une proposition d'augmentation de salaire de 4 %. Ces employés travaillent dans la recherche scientifique, le soutien aux laboratoires et l'exploitation des installations. Un récent sondage auprès des membres du syndicat *Unite* révèle que nombre d'entre eux peinent à payer leurs factures, s'inquiètent pour leur loyer et sont contraints de réduire leurs dépenses alimentaires, de chauffage et autres dépenses essentielles.

Les employés de Haldane-Fisher (Royaume-Uni) obtiennent un accord salarial après cinq semaines de grève

Les employés de Haldane-Fisher à Newry reprennent le travail après cinq semaines de grève générale, suite à l'obtention d'un accord salarial jugé comme supérieur par le syndicat Unité. Le syndicat qualifie cette victoire d'âprement disputée et y voit la preuve que les travailleurs organisés peuvent défendre leurs revenus face à la crise du coût de la vie. Haldane-Fisher est un acteur majeur du secteur des matériaux et fournitures de construction. L'entreprise fait partie d'un secteur où la fluidité des flux de marchandises est essentielle au bon fonctionnement des chantiers, des artisans et des sous-traitants. Lorsque les employés de la distribution, de l'entreposage, des ventes et de la logistique cessent le travail, ce n'est pas seulement leur lieu de travail qui est touché, mais toute la chaîne de valeur locale du bâtiment. Cette place dans la circulation des matériaux donne aux travailleurs le pouvoir de faire grève. Une grève générale de cinq semaines n'est pas un acte symbolique. Elle exige persévérance, organisation et solidarité. Les employeurs s'attendent souvent à ce que les pressions salariales, les factures des ménages et l'incertitude épuisent les travailleurs avant même la fin du conflit ne prenne fin. Lorsque les travailleurs persévèrent, ils démontrent que le pouvoir de classe ne réside pas seulement dans le processus de travail lui-même, mais aussi dans la capacité à supporter collectivement le coût d'un conflit jusqu'à ce que l'employeur soit contraint de céder. Cette victoire est particulièrement importante à une époque où les employeurs tentent souvent de faire porter aux travailleurs la responsabilité de l'inflation. Les prix des produits alimentaires, de l'énergie, des loyers et des transports augmentent, mais lorsque les travailleurs réclament une

compensation, on leur répond que les hausses de salaire menacent les coûts des entreprises. En pratique, cela signifie que le capital cherche à protéger ses marges en laissant baisser le pouvoir d'achat des travailleurs. L'accord conclu entre les travailleurs de Haldane et de Fisher démontre le contraire. Les salaires réels ne se défendent pas par des appels, mais par l'organisation et la préparation aux conflits. Lorsque les travailleurs parviennent collectivement à bloquer une activité dont dépend l'entreprise, la revendication salariale devient concrète et non plus seulement morale. C'est pourquoi *Unite* met également en avant cette victoire comme une leçon pour les syndicats. Elle montre aux autres travailleurs que la crise des coûts n'est pas une fatalité. Les employeurs tentent souvent de réduire chaque conflit à une simple querelle locale de pourcentages, mais chaque accord salarial obtenu renforce l'idée que le collectif ouvrier peut modifier le rapport de force.

Inde : Condamnation des violences policières contre les manifestants pacifiques des étudiants et des jeunes

Le Bureau politique du Parti communiste d'Inde (marxiste) salue les milliers d'étudiants et de jeunes rassemblés à Jantar Mantar pour une marche historique vers le Parlement, à l'appel d'organisations étudiantes. Ce rassemblement massif a apporté une réponse appropriée à l'attitude dictatoriale du gouvernement Modi face à une lutte durant depuis plus d'un mois et réclame la démission de Dharmendra Pradhan au nom du principe de responsabilité. Le Bureau politique condamne fermement les charges brutales à coups de matraque et l'usage de gaz lacrymogènes contre les manifestants pacifiques rassemblés aujourd'hui à Jantar Mantar, à Delhi, et dans ses environs. Plusieurs étudiants, jeunes et autres personnes ont été blessés, certains grièvement, lors des attaques féroces menées par la police contre les manifestants sur ordre du ministère de l'Intérieur. Des charges policières et des tirs de gaz lacrymogènes ont également eu lieu devant le siège du CPI(M) à Gole Market. La population, et en particulier les étudiants et les jeunes, s'était rassemblée en grand nombre pour répondre à l'appel à une marche vers le Parlement, face au refus obstiné du gouvernement Modi d'établir les responsabilités concernant les fuites de sujets d'examen et de dissoudre la National Testing Agency (NTA), l'organisme chargé d'organiser les examens NEET. Le gouvernement BJP (parti politique indien fondé en 1980) a refusé de prendre en compte les revendications exprimées lors de manifestations organisées dans tout le pays depuis un mois, lesquelles ont suscité une participation, un soutien et une solidarité massifs au sein de larges couches de la population. La grève de la faim et l'intervention policière d'aujourd'hui ont déclenché des actions de protestation à travers tout le pays. Au lieu de rendre des comptes sur le désastre croissant du système éducatif et sur la situation lamentable du chômage, le gouvernement, en proie à la paranoïa, a refusé tout dialogue avec les manifestants. Le CPI(M) tient à avertir le gouvernement central que de telles mesures répressives ne pourront étouffer la colère et la frustration croissantes de la population — et tout particulièrement de la jeunesse — face aux politiques du gouvernement BJP. Le Bureau politique exige que le gouvernement Modi accède immédiatement à ces revendications. Dharmendra Pradhan doit partir. La NTA doit être dissoute. Toutes les personnes arrêtées doivent être libérées sans délai.

Venezuela : le PCVenezuela dénonce " l'escalade de la domination impérialiste américaine "

Pedro Eusse, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste du Venezuela (PCV), a dénoncé lors d'une conférence de presse : " *l'escalade de la domination impérialiste américaine* " sur le Venezuela, affirmant que la tragédie causée par les séismes du 24 juin est instrumentalisée pour renforcer la présence et l'influence des États-Unis dans le pays. Selon le PCV, l'état d'urgence national a accéléré un processus d'intervention étrangère renforçant la présence militaire américaine dans la région et l'implication d'éléments sionistes dans les plans de reconstruction.

" *Il est une chose de manifester sa solidarité avec le peuple vénézuélien face à cette tragédie* " c'est tout autre chose de constater un plan d'occupation militaire mis en œuvre par la puissance impérialiste américaine. Le dirigeant communiste affirmant une présence militaire américaine dans les Caraïbes s'intensifiant, a dénoncé également la présence au Venezuela de représentants de l'État sioniste d'Israël, liée aux annonces concernant la reconstruction de l'État de La Guaira.

Le PCV appelle les organisations sociales et politiques du pays à coordonner leurs actions afin de contrer ce qu'il considère comme une stratégie de domination impérialiste sur le Venezuela, l'Amérique latine et les Caraïbes.

Le PCV réitère sa solidarité avec les victimes des séismes du 24 juin et cette tragédie a mis en lumière les profondes inégalités sociales persistant dans le pays, les principales victimes de la catastrophe sont les familles ouvrières, notamment à La Guaira, dans la région de la capitale, et dans les autres zones touchées : " *La tragédie a mis en évidence la réalité de l'injustice sociale inhérente au Venezuela.* »

Le secrétaire général du PCV a exhorté les autorités à " *revenir à la voie constitutionnelle* ". " *Organisons des élections et laissons la volonté du peuple, exprimée par le vote, être la décision finale* ", a-t-il déclaré, insistant sur le fait que le Venezuela a besoin d'une solution souveraine, élaborée par les Vénézuéliens eux-mêmes, tout en rejetant l'ingérence d'acteurs étrangers dans la définition de l'avenir politique du pays. Selon lui, le parti au pouvoir et certains secteurs de l'opposition ont laissé des facteurs extérieurs influencer les décisions nationales.

" Cessons de laisser le sort de notre peuple entre les mains de puissances étrangères, de l'impérialisme américain ", a-t-il déclaré. Le PCV dénonce l'expiration du délai constitutionnel : le délai de 180 jours prévu par la Constitution pour que le vice-président assume les fonctions de président par intérim a expiré le 3 juillet et appelle les autorités à faciliter une transition politique fondée sur la Constitution et le respect de la souveraineté nationale en concluant : "la demande grandit pour que tous les acteurs politiques responsables de la crise nationale « quittent le pouvoir ".

Les confidences du PDG et fondateur d'Xpeng

Le constructeur chinois Xpeng entend gonfler ses volumes. Lors d'une interview exclusive avec le journal Challenges, son fondateur He Xiaopeng confie chercher activement une usine en Europe, une décision sera prise « avant la fin de l'année ». He Xiaopeng, PDG et fondateur de Xpeng en 2014 s'est déplacé à Munich et rien n'a été trop beau concernant le lancement de son nouveau SUV baptisé L03 mettant l'accent sur les voitures électriques et les robots humanoïdes, le modèle est le plus adapté au marché européen a-t-il souligné. " *Il faut concevoir en Europe pour l'Europe* ", a-t-il martelé ayant mis fortement à contribution son bureau d'études munichois pour l'élaboration de ce modèle. Booster les volumes de la marque avec un prix de base inférieur à 35 000 euros, l'équivalent d'une Renault 5. La Chine est à la conquête de l'Europe !

1 <https://www.facebook.com/FNMECGT/>

2 <https://www.cnieg.fr/accueil.html>

3 <https://www.sudeducation.org/communiqués/communiqué-de-lintersyndicale-de-lenseignement-supérieur-et-de-la-recherche/>

4 communiqué du syndicat CGT de Fleury-Michon

5 [https://fdgpierrebe.over-blog.com/2026/07/suite-Fonderie HME à Rai près de l'Aigle \(Orne\) : 114 suppressions d'emplois](https://fdgpierrebe.over-blog.com/2026/07/suite-Fonderie HME à Rai près de l'Aigle (Orne) : 114 suppressions d'emplois)-l-attaque-de-la-droite-municipale-d-oullins-pierre-benite-contre-la-cgt-dans-le-bulletin-municipal-l-union-locale-cgt-d-oullins-a-vivement-reagi.html?utm_source=_ob_email&utm_medium=_ob_notification&utm_campaign=_ob_pushmail

6 <https://fr.wikipedia.org/wiki/Haribo>

7 <https://www.ici.fr/emissions/ici-matin-info-ici-normandie/un-projet-industriel-elabore-par-la-cgt-afin-de-relancer-l-activite-de-la-fonderie-hme-a-rai-pres-de-l-aigle-1595918>

8 https://ftm-cgt.fr/wp-content/uploads/2026/07/2026-07-10_COMMUNIQUE-DE-PRESSE_HME-BRASS-FRANCE-SAS-002.pdf

9 <https://www.change.org/p/appel-pour-qu-un-hommage-%C3%A0-henri-alleg-soit-rendu-par-la-ville-de-palaiseau>

10 https://fdgpierrebe.over-blog.com/2026/07/a-l-heure-ou-cet-article-est-ecrit-les-salarie-es-ont-vote-la-suspension-de-la-greve-depuis-le-jeudi-25-juin-2026-nous-insistons-sur-le-terme-suspension-car-ce-combat-est-loin-d-etre-termine-depuis-le-debut-le-5-mai-les-salarie-es-menent-une-lu.ht?utm_source=_ob_email&utm_medium=_ob_notification&utm_campaign=_ob_pushmail

11 <https://fr.euronews.com/business/2026/07/17/la-chine-soppose-fermement-a-la-nationalisation-de-british-steel-par-le-royaume-uni>

12 http://french.china.org.cn/business/txt/2026-07/17/content_118604179.htm

13 <https://www.jingyesteel.com.cn/> ; [baike.baidu.com/fr/item/Groupe Jingye Co., Ltd./190469](http://baike.baidu.com/fr/item/Groupe_Jingye_Co.,_Ltd./190469)

14 https://en.wikipedia.org/wiki/Jingye_Group

15 <https://en.wikipedia.org/wiki/Scunthorpe>

16 Le rédacteur emploie à dessein le terme *ordinaire* qui signifie ici : qui ne se distingue pas du comportement général des entreprises capitalistes monopolistes au sein du système impérialiste

17 https://www.lemonde.fr/societe/article/2026/07/15/le-tribunal-administratif-donne-tort-au-college-de-france-pour-l-annulation-d-un-colloque-sur-la-palestine-en-novembre-2025_6723591_3224.html

18 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/3658-censure-au-college-de-france-ou-la-science-les-chiens-de-garde-et-le-dogme>

19 <https://www.college-de-france.fr/fr/actualites/annulation-du-colloque-la-palestine-et-europe-poids-du-passe-et-dynamiques-contemporaines-des-13-et>

20 En 1987 est créée la première unité de soins palliatifs à l'hôpital international de la cité universitaire sous la responsabilité du D^r Abiven devenu 1^{er} président de la SFAF (Société Française d'Accompagnement et soins palliatifs) dont les quatre piliers sont : non acharnement thérapeutique, non abandon, accompagnement, réconfort.

Brochure : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :
Prénom :
Adresse :
Nombre de brochures :
Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

*Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource
que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.*

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

*Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)*